RÖßLER, Ruth-Kristin, *Die Entnazifizierungspolitik der KPD/SED 1945-1948. Dokumente und Materialien*

Jean Solchany

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1968>

DOI : 10.4000/ifha.1968

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Jean Solchany, « RÖßLER, Ruth-Kristin, *Die Entnazifizierungspolitik der KPD/SED 1945-1948. Dokumente und Materialien* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1995, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1968> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1968>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

RÖßLER, Ruth-Kristin, *Die Entnazifizierungspolitik der KPD/SED 1945-1948. Dokumente und Materialien*

Jean Solchany

- 1 Présentée comme exemplaire par les autorités et les historiens de RDA, la politique de dénazification mise en œuvre au lendemain de la guerre dans la zone d'occupation soviétique a longtemps servi à la légitimation de la dictature est-allemande. D'une ampleur considérable bien que d'une durée relativement brève, elle aurait permis d'éliminer définitivement de la vie politique et économique les soutiens de l'ancien régime nazi et de poser les fondements d'une société véritablement démocratique, à la différence de ce qui se passa à l'ouest, en particulier dans la zone américaine. Si, depuis de nombreuses années déjà, les historiens occidentaux ont dénoncé les apories de ce discours largement réducteur, le recueil de documents réunis par R.-K. Rößler n'en présente pas moins un double intérêt.
- 2 Tout d'abord, il offre à un large public un aperçu sur une documentation accessible depuis peu, extraite des fonds du SED rassemblés dans la Stiftung des Archives der ehemaligen Parteien- und Massenorganisationen der DDR (SAPMO). Ces documents confirment le rôle considérable joué par le SED dans les inflexions de la politique de dénazification menée dans la Sowjetische Besatzungszone (SBZ). L'un des soucis majeurs des communistes allemands a notamment été d'établir une distinction aussi nette que possible entre les «nazis actifs», jugés irrécupérables, et les «nazis nominaux», ces frères orientaux des fameux suivistes (Mitläufer) qui posèrent tant de problèmes aux autorités américaines. Aux yeux du SED, et c'est le point de vue défendu devant les Soviétiques, cette dernière catégorie méritait la plus grande mansuétude, si l'on voulait élargir le soutien apporté par le peuple allemand au nouveau régime communiste et éviter un phénomène de rejet qui aurait risqué de conduire à un accroissement hautement indésirable de l'audience des partis «bourgeois». A l'Est comme à l'Ouest, le sort à réserver aux «sans grade» du parti nazi s'est donc trouvé au centre des réflexions des responsables de la dénazification. Au-delà de ces

considérations politiques, l'indulgence manifestée à l'encontre des »suivistes« permettait de soulager considérablement le travail des commissions de dénazification. Là encore, on retrouve une certaine similitude avec la situation américaine. En revanche, la place prééminente occupée par le SED dans ces commissions souligne bien la spécificité d'une épuration qui s'est révélée être un instrument parmi d'autres de l'emprise croissante exercée par les communistes allemands sur la vie politique, économique et sociale de la SBZ.

- 3 Le second intérêt de ce recueil est de resituer la dénazification de la zone orientale dans le contexte plus général des mesures d'épuration mises en œuvre dans l'ensemble de l'Allemagne. Des extraits de la conférence de Potsdam, le texte des principales directives du conseil de contrôle relatives à la dénazification complètent donc heureusement les documents ayant plus directement trait au cas soviétique. Seul regret, le caractère parfois allusif et insuffisamment problématique d'une introduction générale pourtant fournie mais qui ne permet pas véritablement de faire le point sur des questions aussi importantes que l'épuration très sévère dont furent victimes des secteurs comme la justice, l'école et l'administration ou encore les conditions d'emprisonnement des victimes de la dénazification.

- 4 Jean SOLCHANY